

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

S&P N'IMPRESSIIONNE PLUS LES MARCHÉS

Le refinancement public se passe des notations

PAGE 21

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



La Suisse parmi les leaders du secteur microfinance

La place financière gère plus du quart des investissements dans le monde. Soit près de 2,5 milliards de dollars.

SÉBASTIEN RUCHE

La dynamique de la microfinance est restée positive en Suisse ces dernières années. Après plusieurs exercices avec croissance à deux chiffres, les actifs gérés ou conseillés par des gérants suisses ont progressé de 7% en 2010, pour atteindre 2,3 milliards de dollars. Soit 27% des 8,3 milliards de dollars de fonds privés gérés par des instruments de microfinance au niveau mondial. Mais les actifs confiés aux spécialistes suisses pourraient doubler au cours des cinq prochaines années,

estime une étude cofinancée par Symbiotics et la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

«L'intérêt est grandissant de la part des investisseurs pour des initiatives socialement responsables, explique Daniel Schriber, de Symbiotics, l'un des trois principaux acteurs suisses du secteur, avec 537 millions de dollars d'actifs sous gestion fin 2010. Et de l'autre côté, la demande de financement sur le terrain continue à progresser, les institutions de microfinance suivies par Symbiotics ayant enregistré une croissance

de l'ordre de 28% l'an dernier.» En incluant les engagements publics au niveau mondial, la microfinance représentait plus de 21 milliards de dollars en 2009.

La position de leader de la Suisse s'explique notamment par des raisons historiques, avec les travaux précurseurs d'organismes liés à l'ONU, qui ont indirectement permis la création des trois principaux acteurs nationaux, Blue Orchard, responsAbility et Symbiotics (deux milliards de dollars d'actifs sous gestion cumulés fin 2010). L'implication du secteur public dans la

création d'infrastructures permettant d'attirer des fonds privés, a également contribué à l'expansion du secteur. Le public suisse, enfin, investit plus volontiers dans la microfinance que certains de ses voisins. Pour les gérants suisses, le prochain défi sera celui de la surveillance, dans la foulée des nouvelles réglementations européennes. Les spécialistes suisses ne réclament pas de statut particulier, mais des conditions cadres simplifiées pour le lancement de fonds d'impact investing, à l'image de ce qu'a mis en place le Luxembourg. **PAGE 4**

ESSOR DE MIGROS DANS L'HYPOTHÉCAIRE

La guerre des prix pèse sur les marges

PAGE 4

LE TROISIÈME SITE DE PRODUCTION

Pavatex se développe en France

PAGE 7

CAMBRIDGE TECHNOLOGY À GENÈVE

Succès en Suisse alémanique

PAGE 5

MANUFACTURE PEQUIGNET (MORTEAU)

Le French made brille à Genève

PAGE 7

LE COÛT DES SÉISMES L'AN DERNIER

Plus de 225 milliards de dollars

PAGE 4

SIX SEMAINES DE VACANCES IMPOSÉES

Anachronique et inutile

PAGE 9

LE RETOUR DES MONTRES ROGER DUBUIS

Le capital de différenciation

PAGE 7

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

Scepticisme croissant sur l'euro

PAGE 13

Nouvelle attaque sur le Tamiflu



SEVERIN SCHWAN (CEO). La stratégie du groupe Roche et l'efficacité du Tamiflu sont contestées dans deux articles médicaux à paraître aujourd'hui.

Le *British Medical Journal* et la *Cochrane Library*, référence mondiale en matière de méta-analyses d'études médicales cliniques, mettent tous deux en cause aujourd'hui Roche et son célèbre Tamiflu. Le médicament prescrit en présence de symptômes grippaux et popularisé lors des différents épisodes de grippe A, n'aurait pas fait la preuve complète de son efficacité. Et ses éventuels effets indésirables auraient été occultés, affirment les deux publications. Par ailleurs des chercheurs émettent des doutes quant au profil de sécurité avancé par Roche. Considérant les incohérences importantes relevées entre les diverses études qu'ils ont passées en revue, ils n'hésitent pas à envisager que certaines études cliniques publiées aient sous-évalué les effets secondaires. «Bien que le Tamiflu ait raccourci de 21 jours la première atténuation des symptômes, il n'a pas réduit le nombre de patients ayant nécessité un traitement hospitalier», écrit par exemple l'équipe internationale de la *Cochrane Library*. Pourtant l'OMS a inclus le Tamiflu dans sa liste des médicaments dits essentiels, au grand regret du *British Medical Journal* qui déplore que Roche n'ait pas répondu à la demande de l'OMS, qui réclamait davantage de données. Un autre inhibiteur des neuraminidases, le Relenza de Glaxo Smith Kline, suggère d'ailleurs les mêmes interrogations quant au mécanisme d'action et propriétés. **PAGE 6**

L'AMBITIEUX OBJECTIF 2014 SE RAPPROCHE

Résultats en ligne avec les prévisions

SGS. Le groupe maintient sa capacité à générer des liquidités et adopte une politique financière graduellement plus agressive. Le code PLUS sur le titre est confirmé et les perspectives sont positives. **PAGE 5**



ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER

Assez difficile à comprendre

Le maintien du site de production de Novartis à Prangins, annoncé hier (*lire page 6*), n'est pas forcément une bonne nouvelle. Elle est en tout cas difficile à interpréter. Elle fait d'abord penser à la brasserie Cardinal à Fribourg (groupe Carlsberg). La mobilisation citoyenne de 1996-1998 avait finalement fait reculer la direction suisse, qui s'était même résolue à réinvestir sur le site industriel. Douze ans plus tard, la cessation définitive d'activité permettait à la ville et au canton de reprendre le site pour en faire un parc technologique. Le passé faisait place au futur. De là à penser que Novartis entre à Prangins dans une longue période de sursis, qui ne fait que reporter pour les ressources humaines la douleur de devoir se réorienter (alors que les conditions économiques régionales étaient aujourd'hui à peu près optimales pour le faire), il y a bien entendu de la marge.

Quoi qu'il en soit, on ne comprend pas que la direction n'ait pas fait les analyses participatives dont elle se félicite aujourd'hui avant d'annoncer la fermeture imminente de son unité de production. A moins que ce grand leader de l'industrie pharmaceutique, qui emploie 115.000 personnes dans le monde

et réalise dix milliards de francs de marge nette annuelle, ait estimé que le minuscule dossier ne méritait pas plus d'attention tant que la région n'en faisait pas une affaire politique. Il fallait commencer par tester la détermination des intéressés.

Il y a enfin l'hypothèse plus cynique encore d'une direction suisse qui aurait d'abord annoncé la délocalisation pour obtenir ensuite, rapidement, dans la fierté et la bonne humeur, ce qu'elle annonçait hier: diminution des salaires, augmentation des temps de travail, allègement des impôts cantonaux. C'est difficile à croire, mais il ne faudra pas s'étonner (ni approuver) que ce genre de scénario inspire des entreprises bien plus modestes.

En définitive, l'épisode donne surtout l'impression d'avoir compté pour une paille du côté de la direction à Bâle. Elle semble s'être montrée très conciliante par gain de paix. S'il y a un vrai problème, les successeurs le résoudreont. Les syndicats auraient tort de ne pas en faire à l'avenir un cas d'école, auquel ils ne manqueront pas de se référer lors des fermetures, restructurations ou redimensionnements d'entreprises. ■

Consolidation retardée dans la gestion privée

Le processus observable dans le private banking sera plus soudain et massif que ceux qui ont amené à la consolidation d'autres secteurs.

CHRISTIAN MUSTAD*

La vague de consolidation dans le secteur de la gestion de fortune qui a débuté l'année dernière va s'accélérer en 2012. Elle est le résultat de pressions multiples qui ont déjà été souvent évoquées. Ces pressions s'exercent sur un secteur d'activité aujourd'hui très fragmenté. En effet, au-delà de quelques acteurs de taille très significative, des dizaines d'autres, en ne prenant en compte que la place de Genève, sont de taille relativement modeste. S'il est difficile de valider les estimations de taille minimale requise qui circulent sur le marché, il est cependant certain que la très grande majorité des entités actives dans la gestion de fortune font face simultanément à une dégradation massive de leur rentabilité.

Et c'est là une des spécificités importantes de la vague de consolidation en cours: une accumulation de facteurs qui en fait un phéno-

mène bien plus soudain et massif que ceux qui ont amenés à la consolidation d'autres secteurs d'activité. Pensons par exemple au démantèlement progressif des monopoles nationaux en matière de transports aériens, ou encore à la lente consolidation du secteur de la banque d'affaires à mesure que la globalisation progresse. Dans ces cas-là, la consolidation est certes nécessaire, mais elle répond à un seul changement fondamental, pas à plusieurs en parallèle. Nous ne sommes donc pas dans un scénario habituel de consolidation «au fil de l'eau» où les rapprochements se réalisent dans la durée en fonction des stratégies respectives mutuellement réfléchies. **SUITE PAGE 2**

* *Edgar Brandt Advisory*

Start-up en phase d'amorçage recherche investisseurs avec fibre entrepreneuriale.

Potentiel de développement élevé et team de qualité.

Plus d'informations sur www.v8ventures.ch

V8VENTURES

